

ments par vaporisation ainsi que les meilleures techniques possibles afin que le régime se poursuive maintenant qu'il a été établi, et que les agriculteurs soient en mesure de produire des céréales aux plus bas coûts de revient possibles.

M. l'Orateur: A l'ordre.

• (1450)

LE PRIX DU BLÉ DESTINÉ À LA CONSOMMATION AU CANADA

M. Bill Knight (Assiniboia): J'ai une question supplémentaire ayant trait au système du double prix. Étant donné que le cours international du blé est supérieur d'au moins 50 p. 100 au prix de \$1.95½ le boisseau payé par les minoteries au Canada, le ministre peut-il dire à la Chambre si le prix subventionné de \$3 par boisseau sera augmenté d'au moins 50c. par rapport aux versements de l'année dernière?

L'hon. Otto E. Lang (ministre de la Justice): Les agriculteurs de la région des Prairies sont assurés de recevoir \$3 par boisseau de blé consommé au Canada, et ce prix reste toujours bien supérieur au cours international.

M. l'Orateur: A l'ordre. Le député d'Assiniboia peut poser une dernière question supplémentaire. Ensuite, ce sera le tour du député de Richmond.

M. Knight: Étant donné que ces paiements sont basés sur les six variétés de céréales et que les producteurs de blé pourraient perdre jusqu'à 30 milliards de dollars, représentant la différence entre le prix offert par les minoteries et le prix international, le ministre peut-il dire à la Chambre si ce système ne pourrait pas être modifié de façon à ce que les paiements soient effectués sur la base du nombre de boisseaux.

L'hon. M. Lang: La différence dans nos procédures de paiement faisait l'objet de la question originale et a déjà reçu une réponse. J'aimerais toutefois rectifier une erreur commise par le député: les paiements ne sont pas faits sur la base des six céréales mais de la surface cultivée par les cultivateurs...

M. l'Orateur: A l'ordre. De toute évidence, cette question ne sera pas résolue cet après-midi, ni pendant la période des questions.

* * *

LES POSTES

QUESTION RELATIVE AU CALENDRIER PUBLIÉ PAR LE MINISTÈRE

[Français]

Je donne donc la parole à l'honorable député de Richmond.

M. Léonel Beaudoin (Richmond): Monsieur le président, je désire poser une question à l'honorable ministre des Postes.

Étant donné que le 10 janvier dernier il informait la Chambre qu'il serait disposé à faire suite à ma demande, s'il lui était démontré que les Canadiens français s'envoient bel et bien des cartes de souhaits à l'occasion de la Saint-Jean-Baptiste, l'honorable ministre peut-il nous dire s'il envisage la possibilité de faire réimprimer le calen-

Questions orales

drier des Postes pour l'année 1973, afin de réparer cette injustice?

L'hon. André Ouellet (ministre des Postes): Monsieur l'Orateur, j'ai bien précisé à l'honorable député qu'il n'y avait pas d'injustice à cela, qu'il ne s'agissait pas d'un véritable calendrier, et que l'an prochain on pourrait vérifier cela de nouveau...

M. l'Orateur: A l'ordre. Je me permets de signaler que cette question, comme je l'ai dit il y a quelques jours, pourrait être inscrite au *Feuilleton*. Je ne vois vraiment pas l'urgence de ce sujet. L'honorable député pourra peut-être poser une question supplémentaire...

[Traduction]

... puis ce sera le député de South Shore qui aura la parole.

[Français]

M. Léonel Beaudoin (Richmond): Monsieur le président, pourrais-je demander à l'honorable ministre s'il peut informer la Chambre des critères utilisés pour classer l'Halloween et la Saint-Patrice comme jours de pointe pour la circulation du courrier au Canada...

* * *

LES PÊCHES

L'INTERDICTION DE LA CHASSE À LA BALEINE

[Traduction]

M. Lloyd R. Crouse (South Shore): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser au ministre de l'Environnement une question vraiment baleinière. Vu les données scientifiques concernant le taux de conservation des baleines et le communiqué de presse que le ministre a émis le 4 juillet 1972 proclamant son adhésion au principe du taux de conservation optimale, le ministre a-t-il l'intention de révoquer l'interdiction de chasser la baleine annoncée le 22 décembre afin que l'industrie baleinière de Blandford en Nouvelle-Écosse puisse continuer son activité dans le respect d'un contingent fixé par le gouvernement?

L'honorable Jack Davis (ministre de l'Environnement): Non, monsieur l'Orateur. Comme le député doit le savoir, la prise de l'année dernière dépassait de trois fois le taux de conservation.

* * *

L'ASSURANCE-CHÔMAGE

LE SERVICE DANS LES BUREAUX—L'ACCÉLÉRATION DU PAIEMENT DES PRESTATIONS

M. Robert Muir (Cape Breton-The Sydneys): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration. Compte tenu de la persistance des longs retards que subissent les prestataires de l'assurance-chômage, le ministre peut-il nous dire si on envisage d'adopter un service personnel direct au bureau d'assurance-chômage afin d'accélérer les paiements?

L'hon. Robert K. Andras (ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration): Ce programme a été lancé il y a environ un mois. Il n'a pas encore atteint la circonscription du député mais si celui-ci veut bien avoir l'amabilité de me donner des détails, je verrai ce qu'il m'est possible de faire.